



Cérémonie d'ouverture
Tours, 18 juillet 2005

Discours de M. Vladimír Špidla

Membre de la Commission européenne, chargé de
l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances

Commission européenne
Cabinet de M. Špidla
Berlaymont 9/252
1040 Bruxelles
Belgique

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Maire,
Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur exécutif,

Il n'y a pas de déclin démographique heureux.

Je crois qu'avec ces mots, je suis fidèle à l'enseignement d'Alfred Sauvy, qui fut à l'origine de l'INED, qui a organisé cette conférence - mais aussi de la politique nataliste et familiale qui a permis à la France d'échapper à la fatalité du déclin démographique.

Le recul de la population est une réalité en Europe, puisqu'il touche déjà plus d'un cinquième des régions européennes.

En 2050, l'Union européenne pourrait avoir perdu près de 7 millions d'habitants et 55 millions de personnes en âge de travailler.

Parmi les pays les plus peuplés, la Pologne, l'Allemagne, l'Italie perdraient près de 10 % de leur population ; l'Espagne stagnerait, grâce à une immigration considérable ; seuls le Royaume-Uni et la France bénéficieraient d'une croissance de leur population.

Dès 2030, la population en âge de travailler se sera sans doute réduite de près de 21 millions de personnes. Nous aurons perdu 20 millions de jeunes. le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans se sera accru de plus de 39 millions, et celui des personnes de plus de 80 ans aura quasiment doublé.

Ces changements démographiques représentent l'une des trois grandes forces qui remodelent l'Europe et son modèle social, aux côtés de la mondialisation et des mutations technologiques.

Une question fondamentale en découle : l'Europe doit trouver les moyens de transformer ces forces en croissance et en emplois. Cela veut dire moderniser notre « modèle social » pour que l'Europe continue à faire vivre ces valeurs qu'elle a inventées et auxquelles nous sommes tous profondément attachés : l'universalité d'une protection sociale de qualité, notamment en matière de santé et de retraite ; le droit de chacun de mener une existence digne, et de profiter de la solidarité collective en cas de difficulté, par exemple de chômage ou de handicap.

C'est pourquoi une modernisation est devenue indispensable, car nous ne pouvons laisser notre « modèle social » devenir un facteur d'instabilité et d'insécurité. Ce sera l'enjeu du Sommet extraordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement, en octobre prochain.

Voilà aussi l'objectif que poursuit la « stratégie de Lisbonne ». En rendant l'Europe plus attrayante pour le travail et l'investissement, en investissant dans l'innovation et la connaissance, en accroissant la participation à l'emploi, nous rendons notre continent plus productif, et donc capable de tirer profit des grandes forces qui le transforment.

Les États membres de l'Union ont intérêt à aborder ensemble les questions démographiques, car *un déclin de l'Europe, en réduisant sa croissance potentielle, affecterait considérablement chacun des États membres.*

Le Rapport que Wim Kok a remis l'année dernière sur le futur de la « stratégie de Lisbonne » était clair sur ce point : l'Europe verrait sa « croissance potentielle » passer d'environ 2 % aujourd'hui, à seulement 1,5 % dès 2015 sous l'effet des changements démographiques.

Voilà les enjeux fondamentaux du débat qu'a ouvert le « Livre vert » présenté par la Commission en mars dernier. La Commission présentera à la fin de l'année un « Livre blanc » qui tirera les conclusions de la consultation publique et fera des propositions concrètes pour aller de l'avant.

Ma conviction est claire : aucune mesure ne peut à elle seule résoudre comme par miracle nos problèmes. Ce qu'il faut, c'est agir sur tous les leviers dont nous disposons.

Nous devons commencer par cesser de considérer le vieillissement seulement comme un problème de financement des retraites ou d'emploi des travailleurs âgés. Ce sont évidemment des questions essentielles, qui sont d'ailleurs des priorités européennes depuis plusieurs années.

Mais le « vieillissement » concerne toutes les tranches d'âge, il affecte l'ensemble de l'économie et de la société ; il impose de redéfinir les relations entre générations. Il soulève aussi des questions délicates, comme le soutien à la natalité et le recours à l'immigration.

L'immigration compense déjà les effets les plus négatifs de la fécondité déprimée dans de nombreux pays. Mais la fécondité des immigrés converge rapidement avec celle des pays d'accueil. L'immigration ne peut donc être qu'une partie d'une solution beaucoup plus globale.

Les changements démographiques dessinent en réalité un « triangle magique ». Comment l'Europe pourra-t-elle à la fois :

- faire plus d'enfants, les élever et les éduquer,
- accroître la participation de tous à l'emploi pour assurer la croissance de notre niveau de vie,
- et être solidaire de nos parents et aînés ?

Pour résoudre ce dilemme, nous devons nous poser trois questions clés :

Quelle priorité attachons-nous aux *enfants* et quelle place voulons-nous donner aux *familles*, quelles que soient leurs formes ?

Comment développer de *nouvelles solidarités entre les générations*, une nouvelle approche du cycle de vie ?

Quelles réponses devons-nous apporter à la croissance du nombre de *retraités* et de *personnes très âgées* ?

Les Européens ont une fécondité qui n'assure plus le renouvellement des générations. Des expériences ont été menées, dans certains pays, qui montrent que des mesures incitatives peuvent avoir un effet positif sur la natalité, mais à une condition : elles doivent offrir une réponse véritablement globale.

Il ne suffit pas de créer des crèches et des garderies, même si leur développement est nécessaire et a été trop longtemps négligé dans certains pays. Il faut aussi promouvoir les congés parentaux et l'aménagement du temps de travail, réfléchir à la contribution des systèmes de protection sociale - et se pencher sur la question du logement, qui devient l'un des problèmes sociaux majeurs de notre temps.

Une orientation nouvelle de la politique de *conciliation* entre vie professionnelle et vie familiale devient aussi indispensable. Les congés parentaux, le temps partiel, l'aménagement

flexible du temps de travail : tout cela trouve ses limites si les mères sont les seules à y avoir recours.

Or, l'Europe va devoir « passer à la vitesse supérieure » - en quelques mots, stimuler la participation des femmes et des hommes à l'emploi, et renforcer la place de l'enfant dans la société. Répondre au défi démographique en donnant une nouvelle dimension à la politique d'égalité entre les femmes et les hommes, en partageant davantage les responsabilités familiales et domestiques.

Un autre enjeu est celui des *transitions entre les âges*. Les jeunes rencontrent des difficultés persistantes à s'insérer dans l'emploi. Un nombre croissant de « jeunes retraités » est désireux de participer à la vie sociale et économique. Le temps des études s'allonge, et les « jeunes actifs » ont envie de temps pour leurs enfants.

Nous devons donc promouvoir une approche globale, portant sur l'ensemble de la vie. Par exemple, on ne pourra élever durablement le taux d'emploi des « travailleurs âgés » sans agir dès le début de la vie professionnelle, voire avant. C'est cela, le « vieillissement actif » : une approche globale qui comporte donc formation tout au long de la vie, amélioration de l'environnement de travail, transitions souples entre emploi et retraite.

Enfin, troisième question décisive, celle du vieillissement.

Depuis les années soixante, notre espérance de vie a crû de près d'une décennie.

On comprend mieux que ces « seniors », en meilleure santé qu'autrefois, souhaitent de plus en plus participer à la vie économique et sociale : leur rôle est déjà considérable dans le secteur associatif. Comment offrir des transitions flexibles et progressives entre activité et retraite pour ceux qui le souhaiteront ? Comment éviter que l'âge de la retraite ne soit une barrière infranchissable qui sépare le monde de l'activité et celui de l'inactivité ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles il faudra inévitablement répondre de façon innovante dans les années qui viennent.

Le vieillissement va avoir un autre effet, qui est sans doute l'un des plus importants. C'est la véritable explosion du nombre de personnes très âgées. En 2030, elles seraient près de 35 millions : un quasi doublement.

Ces personnes âgées souhaiteront sans doute demeurer à leur domicile le plus longtemps possible. Cependant, elles seront aussi plus nombreuses à nécessiter une prise en charge plus lourde en raison de leur perte d'autonomie.

Il faudra donc développer une prise en charge adaptée qui est aujourd'hui, dans de nombreux pays, assurée par les familles, et surtout par les femmes. Les familles ne pourront résoudre seules la question de la prise en charge de ces personnes, qu'elles soient dépendantes ou autonomes. Elles devront être soutenues davantage qu'aujourd'hui. Des services, encore faiblement développés aujourd'hui, devront voir le jour : outre la question de leur accessibilité à tous, se posera celle de leur qualité, notamment celle de la formation de personnels qualifiés. Voilà un chantier à ouvrir de toute urgence, qui est aussi un enjeu majeur pour les services publics sociaux en Europe.

Mesdames, Messieurs,

Les changements démographiques ne se comptent pas en mois ou en années, mais en générations. Ils sont liés aux ressorts les plus profonds de la société. L'ambition de la Commission n'est pas de trouver une formule magique qui pourrait être mise en œuvre grâce à quelques mesures. Elle n'est pas non plus de promouvoir un « social engineering ».

Tous les Européens souhaitent relever ensemble le défi que nous présente le « triangle magique ». La combinaison du vieillissement, de faibles taux de fécondité et de la mondialisation ne doit pas remettre en cause les valeurs qui fondent notre modèle social, en particulier l'universalité d'une protection sociale de qualité.

Les États membres de l'Union européenne doivent surtout éviter que les générations futures supportent les conséquences de notre passivité d'aujourd'hui.

Mais les actions à entreprendre ne sont pas le fait des seuls États. Il nous faut des solutions de grande envergure, des solutions qui combinent action publique, engagement des partenaires sociaux et responsabilité individuelle ; des solutions qui respectent les responsabilités nationales dans ce domaine, mais qui reconnaissent en même temps qu'une approche européenne commune peut souvent aider les États membres et les autres acteurs à élaborer leur réponse.